



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2764

Texte de la question

REDRESSEMENT DES COMPTES PUBLICS

M. le président. La parole est à M. Guy Delcourt, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Guy Delcourt. Monsieur le ministre des finances et des comptes publics, la semaine dernière, les chiffres des comptes publics pour 2014 ont été publiés. Ils révèlent une vérité simple : la gauche gère bien les comptes de la nation. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Philippe Cochet. Entendre ça !

M. le président. Monsieur Cochet, je vous en prie !

M. Guy Delcourt. 2012 : 4,8 % ; 2013 : 4,1 % ; 2014 : 4 %. Sous Sarkozy, ce même déficit public annuel a culminé à 7,5 % en 2009 et 7,1 % en 2010 !

Qui donc est Nicolas Sarkozy pour donner des leçons de bonne gestion aujourd'hui, lui qui a fait exploser la dette publique de la France de 622 milliards d'euros en cinq années ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

« Grand diseux, petit faiseur ! », comme on dit dans le Pas-de-Calais.

Mes chers collègues, oui, la vérité est simple. Elle l'est d'autant plus qu'elle est factuelle. Rappelons-nous les années 1997-2002. Avec la gauche, les finances publiques sont bien gérées. La gauche protège les futures générations d'une faillite financière qui guettait après la gestion désastreuse de l'UMP.

M. Alain Marty. Poisson d'avril !

M. Guy Delcourt. Cette gestion rigoureuse, c'est le bouclier indispensable qui doit permettre de protéger notre modèle social. Cette gestion rigoureuse, c'est la clé du redressement. Cette gestion rigoureuse n'est pas l'ennemie du progrès social, mais le levier qui nous permet de réformer la dépendance, de créer le compte pénibilité, de rétablir la retraite à soixante ans pour les carrières longues, de créer la prime d'activité pour les salariés modestes, de généraliser le tiers payant.

Monsieur le ministre, élu du bassin minier, au nom de tous mes collègues députés, je veux vous dire que je suis le député d'une terre frappée par les difficultés...

M. Philippe Cochet. Vous n'êtes pas le seul !

M. le président. Monsieur Cochet, cela suffit !

M. Guy Delcourt. ...et qui a tant à gagner de la reprise économique.

M. Philippe Cochet. Il faut qu'elle change de député !

M. Guy Delcourt. Monsieur le ministre, quelle analyse faites-vous de la situation économique ?
(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Monsieur le député Guy Delcourt, merci d'avoir rappelé simplement des faits. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Devant des faits, d'ailleurs, il n'y a pas de raison de s'insurger. (*Mêmes mouvements.*) Il n'y a pas de raison de pousser des hurlements. Les faits sont très simples : de 2012 à 2014, les déficits publics ont diminué. De 2007 à 2012, ils ont augmenté. Ce sont des faits ! Chacun peut en juger.

Avec la majorité précédente, les déficits ont augmenté. Avec cette majorité, les déficits diminuent et nous continuerons de les réduire. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Mais nous voulons agir en respectant deux éléments fondamentaux. D'abord, financer nos priorités : l'éducation, la sécurité, la question sociale. Ce sont nos priorités, nous nous donnons les moyens de les financer.

Ensuite, nous devons soutenir l'activité économique de notre pays. Nous ne diminuerons pas les déficits à l'avenir, si cette politique est contraire à ce supplément de croissance dont nous avons besoin. Nous le ferons donc dans des conditions respectueuses de cette croissance supplémentaire et, dès lors que nous aurons dépassé 1,5 % de croissance, nous pourrions créer les emplois dont nous avons absolument besoin. Réduire les déficits, ce n'est pas contradictoire avec la croissance : au contraire, tout dépend de la manière dont nous procédons.

M. Christian Jacob. Il faut qu'il respire !

M. Michel Sapin, ministre. Le Premier ministre l'a dit et répété : nous allons amplifier les aides aux investissements. La croissance aujourd'hui, dont nous voyons les premiers signes, se nourrit de la consommation, qui est meilleure que ce que nous pouvions attendre.

M. Alain Marty. Poisson d'avril !

M. Michel Sapin, ministre. Elle se nourrit des exportations, grâce à l'évolution du cours de l'euro. Elle doit maintenant se nourrir de l'investissement des entreprises. À chacun ses responsabilités ! Nous avons pris les nôtres, aux entreprises de prendre les leurs ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Guy Delcourt](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2764

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 avril 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 avril 2015](#)